



Finances : Voir loin tout en restant proche

Le budget 2011 de la Commune a été établi, cette année encore, dans un contexte économique contraint. Les recettes de la collectivité baissent quand les besoins des administrés se font plus pressants.

Les périodes de crise accroissent toujours les inégalités : chômage, stagnation des revenus, poussées inflationnistes et notamment augmentation des loyers et des prix des produits de premières nécessité. Malgré cette conjoncture, les élus sassenageois, respectueux de leurs engagements, poursuivent leurs efforts de gestion, conscients de surcroît que c'est vers la Commune que se tournent en premier les habitants en cas de coup dur. Ainsi, pour 2011 : pas d'augmentation de la part communale des impôts — une

Budget primitif 2011

Investissement : 4 627 428,79 €

Fonctionnement : 15 800 550,28 €

Total : 20 427 979,07 €

*« Un budget réaliste,
ambitieux et solidaire,
entre présent
et futur »*

réalité depuis 2005 —, une maîtrise de l'endettement et des dépenses de fonctionnement pour dégager les marges de manœuvre nécessaires aux investissements nouveaux... Ces engagements permettent à la Ville d'assurer aux Sassenageois une offre de service public diversifiée et qualitative. Mais il convient de faire des choix, prendre ses responsabilités : des arbitrages assumés par l'équipe municipale, attachée à gérer la Ville de manière responsable et durable.

Chacun l'aura effectivement compris, une Commune se gère comme un ménage : bien que certaines décisions soient difficiles à annoncer, elles doivent être prises, avec courage et sans démagogie, dans l'intérêt général.

► Trois questions à...

Jérôme Merle
1^{er} adjoint chargé des finances et
de l'administration générale



► La crise pèse-t-elle encore sur le budget de la Commune ?

La crise économique qui a débuté en 2008 impacte toujours le budget de la Commune. Nous ne sommes pas encore sortis de cette période, et le budget de la Ville ainsi que les choix à faire s'en ressentent. Les recettes provenant de la dotation globale de fonctionnement redistribuées par l'Etat et des autres institutions (conseil régional, conseil général et Métro) n'évolue qu'à la marge, seulement 0,20 % cette année. Nous notons néanmoins des signes avant-coureurs d'une possible reprise à travers la hausse des droits de mutation (NDLR : part des frais de notaire versée à l'Etat lors des transactions immobilières, dont une partie est redistribuée à la Commune).

► Cette année encore, vous n'augmentez cependant pas la partie communale des impôts locaux. Quelle est la méthode de la Commune ?

La gestion rigoureuse que nous menons depuis plusieurs années porte ses fruits sur le plan budgétaire et l'animation interne de la collectivité. Les services sont de plus en plus impliqués dans cette organisation efficace, tendant plus que jamais à peser chaque dépense dans une

logique de coût global.

Le budget présente une augmentation des sommes affectées à la régie tous corps d'état. En effet, la mise en place de cette régie est un exemple de réorganisation aboutissant à optimiser notre gestion, tant au niveau des ressources humaines que sur le plan budgétaire, les travaux en régie étant considérés comme de l'investissement. Pour certains travaux, nous ne faisons plus appel à des entreprises, mais aux compétences du personnel en interne.

► Quel est le message politique que vous souhaitez faire passer aux Sassenageois à travers ce budget 2011 ?

Je crois beaucoup à la place et au rôle de la commune dans le paysage politique français. En ces temps de réforme territoriale, elle est un pilier de l'administration française au service des citoyens.

Ce budget est présent dans la totalité des domaines de compétence, ce qui me permet de croire en l'avenir et en l'importance de la commune dans la vie des gens. Nous nous attachons à dégager les recettes permettant à la Ville de tenir tout son rôle face aux incertitudes que fait peser la crise sur le quotidien des Sassenageois.



Un fonctionnement plus lisible par politique publique



Cette année, et pour la première fois, le budget est présenté par politique publique, rendant ainsi plus lisible le coût du service public puisqu'il inclut les salaires et les charges sociales des agents.

(1) Hors action sociale assurée par le CCAS

(2) Part ressources humaines des missions ressources

Les agents au cœur du projet



Face à la crise, la Ville se doit, plus que jamais, de renforcer la proximité des services publics avec les usagers.

Pour cela, elle a mis en place une politique ressources humaines volontariste autour de la formation afin d'adapter le service public au contexte économique et social, pour une approche toujours plus juste et équitable des attentes des Sassenageois.

En 2010, les agents du CCAS dédiés à la

petite enfance ont rejoint le pôle Famille Enfance Education⁽¹⁾, ce qui a conduit à la hausse mécanique de la masse salariale de la Ville. Le CCAS se voit ainsi recentré sur ses missions purement sociales (logement, personnes âgées, personnes atteintes d'un handicap).

(1) Petite enfance, multi-accueil, halte-garderie, relais assistantes maternelles, scolaire, enfance et périscolaire, Espace Familles, étaps.

Au service du dynamisme communal



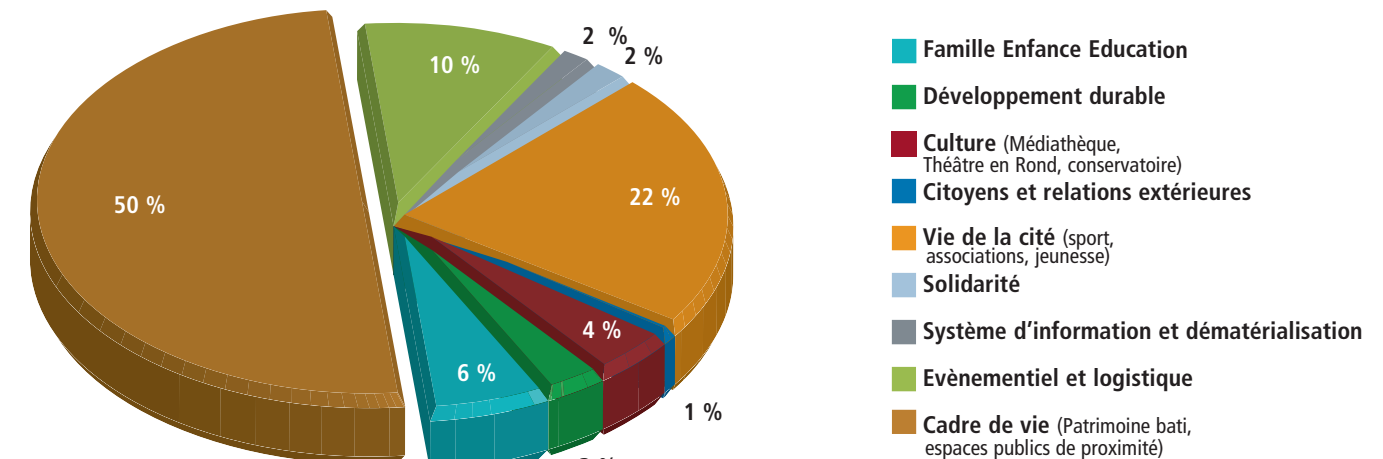
La Ville est dotée d'un projet culturel ambitieux mettant en synergie l'action des différents équipements : Théâtre en Rond, médiathèque l'Ellipse et conservatoire à rayonnement communal. Le Théâtre propose notamment, cette année, des formules d'abonnement permettant de rendre la culture accessible au plus grand nombre et à coût modéré. En soutien aux familles et à la vie associative, la Ville reconduit son dispositif Pass'Sport Culture pour permettre aux jeunes de s'ouvrir à de nouveaux loisirs au sein du riche tissu associatif sassenageois (aide financière allouée par la Ville à l'inscription des enfants scolarisés jusqu'en CM2).

Avec l'extension du centre associatif Saint-Exupéry, la Ville offrira bientôt aux associations des conditions d'accueil et de pratique optimales.

Après la réfection du gymnase des Pies, les sportifs profiteront quant à eux du futur gymnase Fleming (printemps 2012). D'ici là, ils ont tout loisir de s'adonner aux joies du beach-volley sur le terrain qui vient d'être aménagé par la Ville aux Iles.

Des investissements pour l'avenir par politique publique

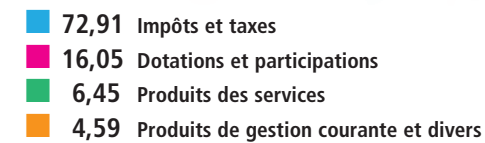
Dépenses d'investissement



Les recettes municipales



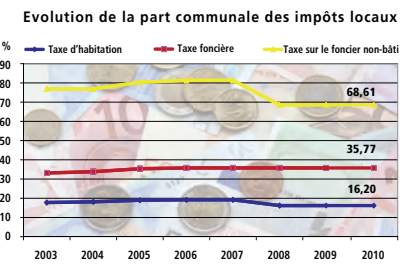
Sur 100 euros encaissés :



« Une capacité d'investissements nouveaux de plus de 1,5 million d'euros »

Toujours dans une démarche solidaire, la Ville investit cette année dans un diagnostic d'accessibilité des voiries pour envisager, dans un avenir proche, des aménagements adaptés aux différents handicaps. Dans le cadre de son approche prospective et globale, notamment exprimée à travers le Projet de ville, la Commune poursuit ses investissements pour préparer les années futures tout en répondant aux attentes et besoins des Sassenageois aujourd'hui. Enfin s'il est un passage obligé pour tous les projets, c'est bien la phase d'étude préalable.

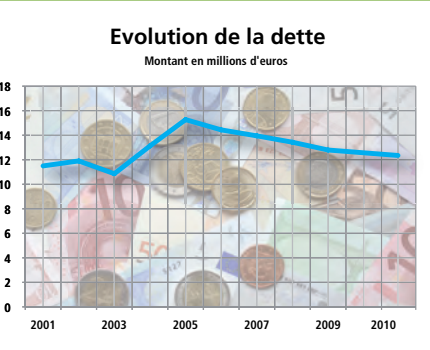
Pas d'augmentation de taux



Depuis 2005, et malgré le contexte économique tendu, le taux d'imposition sur le foncier non bâti ne progresse plus. Il a d'ailleurs connu, comme celui de la taxe d'habitation, une forte baisse en 2007. Et cette année encore, la part communale des trois impôts locaux (taxe d'habitation, taxe foncière, taxe sur le foncier non bâti) n'augmente pas.

« Ne pas alourdir la charge des ménages = ne pas augmenter la part communale des impôts locaux »

Evolution de la dette



Absence de recours à l'emprunt depuis 2005.



Sous un éclairage nouveau, pour une ville durable



Compte tenu de l'obligation qu'avait la Ville de mettre l'intégralité de son parc d'éclairage public en conformité, elle a engagé un contrat de partenariat public-privé (PPP) avec une entreprise spécialisée, incluant de facto les exigences du développement durable en écho à l'Agenda 21 et au plan climat local. Les avantages du PPP sont multiples : la durée d'engagement de quinze années permet une véritable politique d'investissements à long terme ; la réactivité des travaux réalisés sous un an ; une transparence et une constance dans les dépenses puisque la même somme est allouée chaque année ; enfin, le résultat est contractuellement garanti : une réduction de 43 % de l'énergie consommée au terme du contrat.

245 000 €
alloués chaque année
au contrat d'éclairage

Le PPP intègre notamment :

- La pose de **959 luminaires** de dernière génération ;
- La **diminution** de la puissance ;
- La lutte contre la **pollution lumineuse** ;
- **L'abaissement** des consommations électriques de **43 %** (par rapport à la valeur de référence 2010) ;
- Un éclairage public **sans carbone**, dont 12 % produits par la centrale photovoltaïque prochainement installée sur la toiture du gymnase des Pies ;
- La mise en accessibilité des feux tricolores aux **déficients visuels** ;
- La mise en valeur des bâtiments ;
- Les **illuminations de Noël** plus esthétiques et moins énergivores.

Service public. Pérenniser une qualité de service
Les principaux investissements en 2011



- Réfection des équipements sportifs (court de tennis, drainage du complexe Vieux-Melchior)
- Travaux de voirie
- Aménagement de l'espace jeunesse
- Réfection des bâtiments (toiture de la médiathèque et de l'école des Pies, fenêtres...)
- Achat du camion à usage polyvalent (déneigement...)
- Études (Projet de ville, centre Saint-Exupéry)
- Accessibilité handicapés des bâtiments et de la voirie
- Modernisation de la téléphonie
- Aménagement du terrain de beach-volley

Des services en action



Selon Jérôme Merle, le recours aux agents techniques qualifiés des différents services (régie tous corps d'état, espaces verts et patrimoine naturel, voirie et cadre de vie...) permet à la Commune d'optimiser sa gestion, tant en matière de ressources humaines que sur le plan budgétaire : les travaux en régie sont considérés comme de l'investissement, et la Ville peut solliciter le fonds de compensation de la TVA (compensation par l'Etat de la TVA acquittée sur les investissements, sur la base d'un taux forfaitaire).

Informations financières et statistiques*

Population totale INSEE	10 843
Dépenses réelles de fonctionnement/population	1 169 €
Produits des impositions/population	659 €
Recettes réelles de fonctionnement/population	1 369 €
Dépenses d'équipement brut/population	219.03 €
Encours de la dette /population	1121 €
Dotation globale de fonctionnement/population	116 €
Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement	68.83 ⁽¹⁾ %
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi	1.00
Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuelle de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement	85.92 %
Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement	15.99 %
Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement	86 %

(1) Augmentation découlant de l'intégration du personnel petite enfance du CCAS dans l'effectif de la Ville.

* L'information du public en matière budgétaire est une obligation légale définie par l'article L2313-1 du code général des collectivités territoriales. Les communes de plus de 3 500 habitants ont l'obligation de publier leurs données synthétiques financières conformément à l'article R2313-1 du Code, soit onze ratios pour les communes de plus de 10 000 habitants.